

Un nouvel écran de fumée du gouvernement

La partie patronale a déposé dans les derniers jours ses « priorités » aux différentes tables de négociation des organisations syndicales membres du Front commun en santé et services sociaux. Présenté par le gouvernement comme un geste visant à faire avancer la négociation, force est de constater qu'on assiste plutôt à un nouvel exercice de relations publiques.

Un employeur de choix qui se fait attendre

Le gouvernement avait annoncé son intention de réduire ses demandes à 5 priorités pour la négociation sectorielle. Rappelons que la négociation sectorielle concerne les conditions de travail dans le réseau de la santé et des services sociaux, alors que la table centrale touche des sujets communs au secteur public, comme le salaire et la retraite.

Alors que notre réseau traverse une de ses pires crises, le gouvernement accouche d'une souris. Le réseau peine à attirer et retenir les travailleuses et les travailleurs. La surcharge de travail est rendue chronique. Pour y répondre, le gouvernement nous présente des mesures temporaires, des mesures ne touchant que quelques titres d'emploi et des mesures offrant plus de flexibilité pour les employeurs, au détriment du personnel. Ce n'est pas avec ça qu'on va remettre le réseau sur ses pieds. L'employeur de choix tant promis se fait attendre.

L'heure n'est pas au statu quo, mais à l'amélioration de nos conditions de travail

Depuis le début de la négociation, le gouvernement ne veut faire qu'une chose : parler de ses priorités. Mais ce n'est pas ça négocier ! Il doit aussi tendre l'oreille aux solutions des travailleuses et des travailleurs. Il n'y a rien dans ce que le gouvernement propose qui soit substantiel pour en arriver à une entente, alors que le temps presse.

Le gouvernement nous fait un tour de passe-passe en ne mettant pas les mêmes demandes priorisées aux différentes tables de négociation. À cela s'ajoutent ses demandes sur l'équipe soins et l'équipe santé mentale. Son exercice rate donc complètement la cible. De toute façon, le problème de cette négociation, ce n'est pas le nombre de demandes de part et d'autre. C'est le fait que la partie patronale n'a pas de mandat pour faire avancer la négociation.

Les comités de négociation des organisations syndicales en santé et services sociaux sont à analyser les dépôts patronaux et y répondront en détail aux tables de négociation. Une chose est claire, pour faire avancer la négociation, le gouvernement va devoir accepter de parler des solutions des travailleuses et des travailleurs.

Du chantage sur les primes

Le gouvernement poursuit son chantage sur les primes qui touchent des milliers de travailleuses et de travailleurs en santé et services sociaux. Il annonçait récemment qu'il les prolongeait jusqu'au 15 octobre, mais que cela devait venir avec une priorisation des demandes par les organisations syndicales.

Cette semaine, le gouvernement nous ajoute une nouvelle condition : il veut qu'on s'engage à discuter des matières locales. Arriver avec une telle condition aussi tard dans la négociation pose bien des questions et est absolument incompatible avec un règlement rapide.

Nous ne pouvons négocier sous le poids de la menace. Le gouvernement doit cesser son chantage et maintenir les primes jusqu'à ce qu'on arrive à une nouvelle entente.

Une fermeture patronale sur l'équipe soins

Le gouvernement veut discuter à la table prioritaire équipe soins du temps supplémentaire, de la main-d'œuvre indépendante et de l'aménagement des horaires de travail, mais uniquement pour une partie du personnel de la catégorie 1. Nous lui avons donc proposé de discuter de ces enjeux, mais pour l'ensemble des quatre catégories, le tout pour faciliter les échanges.

Cette semaine, le gouvernement a refusé notre main tendue pour accélérer les discussions sur ces sujets. Pour un gouvernement qui se plaint que la négociation du secteur public est trop complexe, il est pourtant le responsable de l'alourdissement de la présente négociation.

La mobilisation est la clé pour faire débloquer la négociation

Que ce soit sur les enjeux sectoriels ou sur ceux de la table centrale, il devient de plus en plus évident que la mobilisation des travailleuses et des travailleurs sera la clé pour que le gouvernement entende enfin nos propositions. C'est justement ce que le Front commun va proposer dans les semaines à venir. Votre participation aux activités syndicales sera nécessaire plus que jamais pour arriver à améliorer nos conditions.